



Liberté · Égalité · Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA RÉGION LIMOUSIN

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
du Limousin

Service stratégie régionale du développement durable
Unité Autorité Environnementale

Nos réf. : F07413P0142
Affaire suivie par Lewis BEGARD
lewis.begard@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 05 55 12 95 61 – Fax : 05 55 34 66 45
Courriel : ae.srdd.dreal-limousin@developpement-durable.gouv.fr

Limoges, le 03 OCT. 2013

Le Préfet

à

Monsieur Sylvain BERNARD
Anglard
19170 Bonnefond

Objet : Notification de décision

P.J. : Arrêté n° 2013/162

En application de l'article R122-3 du code de l'Environnement, je vous prie de trouver sous ce pli, la décision formulée par l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement concernant le projet suivant :

Nature du projet : Défrichement des parcelles n° AR84 et AR87, d'une superficie totale de 2,0740 ha

Localisation : « Le Monteil » - 19170 Bonnefond

Numéro d'enregistrement : F07413P0142

Nature de la décision : L'opération de défrichement n'est pas soumise à étude d'impact

Je vous informe que cette décision sera mise en ligne sur le site internet de la DREAL Limousin à l'adresse suivante :

<http://www.limousin.developpement-durable.gouv.fr/les-demandes-et-decisions-de-l-a1175.html>.

Il vous revient d'en faire figurer une copie dans les dossiers de demande relevant d'autres procédures et qui requièrent sa présence en tant que pièce constitutive du dossier.

De même, si votre dossier se trouve soumis à enquête publique ou obligation de mise à disposition du public conformément à l'article L.122-1-1 du code de l'environnement, une copie de la présente décision doit être produite.

Je vous rappelle que la procédure d'examen au cas par cas ne dispense pas votre projet de la demande d'autorisation de défrichement devant être formulée auprès des services de la DDT.

Bien que votre demande ne soit pas soumise à la réalisation d'une étude d'impact, je souhaite attirer votre attention sur la proximité de votre projet avec des secteurs à enjeux environnementaux forts qui devront être pris en compte lors de la réalisation des travaux:

- la Zone Spéciale de Conservation (ZSC) « Tourbières et fonds Tourbeux de Bonnefond Péret Bel Air »,
- la Zone d'Intérêt Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 2 « Vallée supérieure de la Corrèze et de la Dadalouze »,
- le bassin versant de la rivière « Corrèze », en amont de la prise d'eau potable de la station de la commune de Tulle ,
- la proximité immédiate de divers cours d'eau,



Certificat n° 42202
Certificat n° 42203

Horaires d'ouverture : 8h30-12h30 / 13h30-17h00
Tél. : 33 (0) 5 55 12 90 00 – fax : 33 (0) 5 55 34 66 45
22, rue des Pénitents Blancs
87032 Limoges cedex

Il vous appartient de contribuer à la préservation de ces secteurs en conservant, voire en reconstituant, autour des parcelles un cordon de haies diversifiées dans les strates et dans l'âge des individus (y compris sénescents) afin de limiter les risques d'érosion vers les zones tourbeuses et en vue de ménager des zones de refuges pour l'avifaune.

Une fois la mise en culture réalisée, une attention particulière devra être portée sur l'usage des produits phytosanitaires. Il paraît primordial de prendre l'attache du PNR Millevaches, structure animatrice du site Natura 2000, qui pourra fournir au porteur de projet les informations concernant les objectifs de conservation du site mais aussi sur les meilleures pratiques à adopter.

Pour le Préfet de Région,
Le Directeur Régional de l'Environnement de
l'Aménagement et du Logement du Limousin

Le directeur régional adjoint de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement



Pierre BAENA

- Copies :
- Préfecture
 - ARS
 - DDT
 - SGAR

PRÉFET DU LIMOUSIN, PRÉFET DE LA HAUTE-VIENNE

Arrêté n° 2013/162
portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3
du code de l'environnement

**Le Préfet de la région Limousin, Préfet de la Haute-Vienne,
Chevalier de la légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du préfet de région du 30 avril 2013 portant délégation de signature à Monsieur MAUD, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Limousin ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F07413P0142 relative au projet de défrichement de 2 parcelles, représentant une superficie totale de 2,0740 hectares, demande reçue et considérée comme complète le 12 septembre 2013 ;

Vu l'avis de monsieur le directeur de l'Agence Régionale de Santé en date du 13 septembre 2013 ;

Vu l'avis du Commissariat de Massif Central en date du 19 septembre 2013 ;

Considérant que le projet porte sur le défrichement des parcelles n° AR84 et AR87, sises au lieu-dit « Le Monteil », sur le territoire de la commune de Bonnefond (19170) ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 51°a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet vise la mise en culture des parcelles concernées ;

Considérant que le secteur de la commune susceptible d'être affecté par le projet se situe dans la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 2 « Vallée supérieure de la Corrèze et de la Dadalouze », et pour partie dans la Zone Spéciale de Conservation (ZSC) « Tourbières et fonds Tourbeux de Bonnefond Péret Bel Air » ;

Considérant que les effets éventuels du projet peuvent être appréhendés et encadrés au-travers de prescriptions formulées lors de la délivrance de l'autorisation de défricher ;

Considérant qu'au regard des éléments apportés par le pétitionnaire et des connaissances disponibles au moment de la demande le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1

L'opération de défrichement présentée par Monsieur Sylvain BERNARD - dossier n° F07413P0142 - n'est pas soumise à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis et ne préjuge pas des décisions ultérieures pouvant être émises au titre d'autres procédures exigibles.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la DREAL Limousin.

Fait à Limoges, le **03 OCT. 2013**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement

Le directeur régional adjoint de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement


Pierre BAENA

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact :

Le **recours administratif** préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à

**Monsieur le préfet de région
Préfecture de région et de la Haute-Vienne
1 rue de la Préfecture
BP 87031
87031 Limoges cedex 1**

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Le **recours gracieux** doit être formé dans le délai de **deux mois**. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à

**Monsieur le préfet de région
Préfecture de région et de la Haute-Vienne
1 rue de la Préfecture
BP 87031
87031 Limoges cedex 1**

Le **recours hiérarchique** doit être formé dans le délai de **deux mois**. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à

**Monsieur le ministre de l'Écologie, du Développement durable, et de l'Énergie
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75007 PARIS**

Le **recours contentieux** doit être formé dans le délai de **deux mois** à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

**Tribunal administratif de Limoges
1 Cours Vergniaud
87000 Limoges**